


Informations de base	
2022/2908(DEA) DEA - Procédure d'acte délégué Mesures d'urgence temporaires relatives aux exigences en matière de collatéral Complétant 2010/0250(COD) Subject 2.50.03 Marchés financiers, bourse, OPCVM, investissements, valeurs mobilières 2.50.08 Services financiers, information financière et contrôle des comptes 2.50.10 Surveillance financière	Procédure terminée - acte délégué entre en vigueur

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	ECON Affaires économiques et monétaires	TINAGLI Irene (S&D)	26/10/2022

Evénements clés			
Date	Evénement	Référence	Résumé
21/10/2022	Publication du document de base non-législatif	C(2022)07536	
24/10/2022	Période initiale pour l'examen de l'acte délégué 3 mois		
09/11/2022	Annonce en plénière de la saisine de la commission		
21/11/2022	Pas d'opposition à l'acte délégué par le Conseil		
24/11/2022	Décision du Parlement	T9-0415/2022	Résumé
24/11/2022	Résultat du vote au parlement		

Informations techniques	
Référence de la procédure	2022/2908(DEA)
Type de procédure	DEA - Procédure d'acte délégué
Sous-type de procédure	Examen d'un acte délégué
Modifications et abrogations	Complétant 2010/0250(COD)
Base juridique	Règlement du Parlement EP 0114-p6
État de la procédure	Procédure terminée - acte délégué entre en vigueur
Dossier de la commission	ECON/9/10421

Portail de documentation				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Recommandation de non-objection à l'acte délégué avant expiration du délai		B9-0491/2022	17/11/2022	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T9-0415/2022	24/11/2022	Résumé
Commission Européenne				
Type de document		Référence	Date	Résumé
Document de base non législatif		C(2022)07536	21/10/2022	

Informations complémentaires		
Source	Document	Date
Commission européenne	EUR-Lex	

Mesures d'urgence temporaires relatives aux exigences en matière de collatéral

2022/2908(DEA) - 24/11/2022 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a décidé **de ne pas faire objection au règlement délégué** de la Commission du 21 octobre 2022 modifiant les normes techniques de réglementation définies dans le règlement délégué (UE) n° 153/2013 en ce qui concerne des mesures d'urgence temporaires relatives aux exigences en matière de collatéral.

Le règlement délégué modifiant le règlement délégué (UE) n° 153/2013 de la Commission modifie temporairement la liste des garanties éligibles pouvant être déposées auprès des contreparties centrales de l'Union en vue d'y inclure les **garanties bancaires non collatéralisées** ainsi que les **garanties publiques** pour une période de 12 mois.

Le Parlement rappelle que l'évolution récente de la situation politique et des marchés a entraîné d'importantes hausses des prix et de la volatilité sur les marchés de l'énergie, qui ont amené les contreparties centrales à augmenter substantiellement leurs marges pour couvrir les risques liés à ces hausses. Ces augmentations de marges ont créé des tensions sur la liquidité des contreparties non financières (CNF), qui disposent généralement de moins d'actifs et d'actifs moins liquides pour satisfaire à leurs exigences de marge, les contraignant soit à réduire leurs positions, soit à les laisser insuffisamment couvertes, ce qui les expose à de nouvelles variations des prix.

Le 13 septembre 2022, la Commission a demandé à l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) d'examiner s'il y avait lieu de modifier temporairement les dispositions de niveau 2 applicables, en particulier le règlement délégué (UE) n°153/2013 de la Commission complétant le règlement (UE) n° 648/2012 du Parlement européen et du Conseil (EMIR) en ce qui concerne les exigences applicables aux contreparties centrales, afin d'alléger une partie de la charge pesant sur les contreparties non financières, tout en maintenant l'objectif général du règlement EMIR de préserver la stabilité financière.

Dans sa réponse du 22 septembre 2022, l'AEMF a indiqué que des modifications temporaires et limitées sous certaines conditions ne sont envisageables que pour les garanties non collatéralisées de banques commerciales.

Dans son rapport final, l'AEMF a proposé des projets de normes techniques de réglementation, y compris des modifications visant à étendre temporairement le panier de garanties éligibles aux garanties bancaires non collatéralisées des contreparties non financières agissant en tant que membres compensateurs ainsi qu'aux garanties publiques de tous les types de contreparties.

Le Parlement considère que le règlement délégué devrait entrer en vigueur d'urgence afin d'alléger la pression accrue sur la liquidité des contreparties non financières qui négocient sur les marchés réglementés du gaz et de l'électricité et qui compensent par l'intermédiaire des contreparties centrales établies dans l'Union.

